

# L'actu centrée

A bronze statue of a woman in armor, holding a spear in her right hand and a shield with a cross in her left. A clear plastic bag is placed over her head, tied at the neck, obscuring her face. The background is a solid dark blue.

Juin 2026

P. 04

**La hallebarde en mousse  
de l'UDC**

P. 06

**Les femmes paieront  
le prix du repli et du chaos**

P. 14

**Mêmes effets que le Brexit :  
une comparaison farfelue,  
vraiment ?**

Votations du 14 juin

# 10 millions :

**le piège d'une Suisse  
sous cloche !**

**Le Centre  
Genève**



# Juin 2026

# L'édito

## L'art de concilier le désirable avec le possible



**Philippe Rochetin**  
Président du Centre Genève

À la suite des dernières élections parlementaires, beaucoup signaient déjà l'acte de décès du centre politique condamné à l'effacement entre une gauche toujours plus idéologique et une droite de plus en plus tentée par la surenchère identitaire et sécuritaire. Deux ans et demi plus tard, Le Centre Genève a démontré qu'il existait une attente forte pour une politique de responsabilité, de mesure et de courage.

Lorsque l'on m'a confié la présidence du parti, notre objectif était de consolider notre place dans le paysage politique genevois, affirmer davantage nos priorités pour Genève et montrer qu'une autre manière de faire de la politique restait possible. Une action qui refuse les excès, les slogans faciles et les oppositions permanentes.

Nous avons choisi d'assumer pleinement ce que nous sommes : un parti qui cherche à résoudre les problèmes plutôt que les exploiter. Mais nous avons également appris à parler plus fort lorsque cela était nécessaire. Car dans un climat politique souvent tendu, polarisé et parfois caricatural, Le Centre ne peut pas être un refuge passif ; il doit être une force qui assume ses convictions et les défend.

Cette conviction s'est incarnée de manière particulièrement forte lors de l'élection complémentaire au Conseil d'État. À ce moment important de la vie politique genevoise, nous avons refusé de nous aligner derrière une candidature de l'UDC, non par esprit d'opposition, mais parce que nous estimions que Genève avait besoin d'une autre voie. Avec la candidature de Xavier Magnin, nous avons voulu porter une alternative crédible, sérieuse et positive : celle d'un centre fort, indépendant et capable de rassembler au-delà de son électorat.

Je suis convaincu que cette campagne a marqué une étape dans l'affirmation de notre parti et dans l'existence d'une troisième voie défendant l'économie, la classe moyenne, la sécurité et les institutions, tout en restant attachée

à l'ouverture, à la cohésion sociale et à la stabilité démocratique. Un centre qui se bat toujours pour préserver la place singulière de Genève dans une Suisse tournée vers le monde mais lucide face aux défis migratoires et démographiques.

Je suis fier du travail accompli. Fier des campagnes que nous avons menées. Fier de l'énergie déployée par nos membres, nos élus, nos sections communales, nos jeunes, nos bénévoles et nos équipes. Fier aussi d'avoir vu notre parti retrouver une voix plus audible et plus assumée dans le débat public genevois.

Je pense notamment à la campagne autour de l'initiative dite des « 10 millions ». Là aussi, nous avons refusé les réponses simplistes. Oui, les inquiétudes d'une partie de la population existent et doivent être entendues. Oui, la pression sur le logement, les transports, les infrastructures publiques ou encore le coût de la vie est une réalité quotidienne pour de nombreux Genevois. Faire semblant de ne pas voir ces tensions serait une erreur politique majeure. Mais nous avons aussi refusé un discours de peur laissant croire que l'isolement de la Suisse constituerait une solution valable pour l'avenir.

Au moment de quitter cette fonction, je ressens avant tout de la gratitude. Gratitude envers celles et ceux qui m'ont accordé leur confiance, envers les membres qui donnent de leur temps souvent dans l'ombre. Gratitude envers nos élus qui portent nos couleurs avec sérieux et engagement dans les communes, au canton et à Berne. Gratitude envers notre secrétariat général et toute mon équipe de présidence sans qui rien n'aurait pu être fait. Car un parti politique ne vit pas grâce à un président. Il vit grâce à toutes celles et ceux qui s'engagent pour un idéal plus grand qu'eux-mêmes. Toutes celles et ceux qui concilient au quotidien le désirable avec le possible.

Rédacteur en chef : Pablo Garcia Herrera • Éditeur Responsable : Vincent Gillet

4 éditions p/an - L'actu centrée // Prix Abo. 40.- ou 60.- avec soutien  
Le Centre Genève • Boulevard de la Cluse 9, 1205 Genève  
T. 022 328 20 11 • [info@lecentre-ge.ch](mailto:info@lecentre-ge.ch) • <https://ge.le-centre.ch> • [facebook.com/Lecentregeneve](https://facebook.com/Lecentregeneve)  
Imprimé en 1500 exemplaires • Imprimerie Multicolor • Via Monnet 6, 1214 Vernier

# La hallebarde en mousse de l'UDC

Depuis le début de l'ère blocherienne, l'UDC accapare et instrumentalise les éléments de l'identité helvétique. Après le lanceur de drapeau et la chemise edelweiss, le dernier exemple en date est celui de la hallebarde. Invention locale, cette arme « populaire » a fait la force des premiers confédérés lors des guerres contre les puissances étrangères de l'époque. Le symbole est donc facile à détourner par la propagande anti-européenne.



**Vincent Gillet**  
Secrétaire général



**Pablo Garcia Herrera**  
Assistant politique

À l'UDC, on aime jouer aux « durs » en agitant des hallebardes devant les caméras. Cependant, derrière ce patriotisme de façade, il y a un projet politique qui va à l'encontre des intérêts de la Suisse, car il ne faut pas confondre indépendance et isolement. Notre pays ne s'est pas construit seul, en vase clos. Le Gothard fut la principale voie de passage entre le Nord et le Sud de l'Europe, bien avant de devenir le cœur du réduit national. Les mercenaires suisses constituèrent durant des siècles la plus grande communauté d'expatriés du continent. Nos entreprises phares fondent leur réussite économique sur les échanges internationaux depuis la révolution industrielle. Rien de surprenant pour un petit pays enclavé sans matières premières.

On peut aimer l'image d'Épinal, mais ce n'est pas grâce à Heidi que la Suisse affiche aujourd'hui l'un des niveaux de vie les plus élevés au monde.

Bien sûr, tout n'est pas parfait, et les problèmes posés par le développement sont réels : logement, transport, paysage, intégration, environnement. Comment y remédier ? Selon l'UDC, en fixant une limite arbitraire à la population suisse. Notre territoire ne pourrait tout simplement pas supporter plus de 10 millions d'habitants. Cependant, derrière ces considérations démographiques, il s'agit sans surprise d'attaquer nos relations avec l'Europe.



**Pour respecter le plafond rigide des 10 millions, nos autorités seront obligées de dénoncer la libre circulation des personnes et, par extension, les accords bilatéraux.**

En effet, contrairement aux idées reçues, en Suisse l'immigration est composée à plus de 90% de travailleurs qualifiés et de leur famille, la part de l'asile n'est que de 6%. On ne le rappellera jamais assez : plus de la moitié de nos exportations sont destinées au marché européen. Une rupture avec nos principaux partenaires commerciaux serait donc un véritable suicide économique, mais pas seulement. Cela représenterait également une grave perte d'influence sur la scène internationale et un affaiblissement de notre souveraineté.

Soyons lucides, l'époque n'est plus aux négociations de bonne foi entre gens bien élevés. Avec le retour des empires, c'est à nouveau le pur rapport de force et l'intimidation qui prédominent. Et la Suisse a beaucoup à perdre avec ces nouvelles règles du jeu. La prise de conscience est brutale et douloureuse depuis l'annonce des droits de douane américains, surtout pour le Conseil fédéral. Contrairement aux affirmations de l'UDC, qui a soutenu l'élection de Donald Trump, notre pays n'a pas de « relation spéciale et privilégiée » avec les États-Unis. L'image de nos conseillers fédéraux se « prosternant » à Davos devant un président américain injurieux et méprisant continue à faire mal. En vérité, la Suisse a rarement connu une telle humiliation publique au cours de son histoire. Pourtant, on n'a pas entendu l'UDC parler de soumission en brandissant des hallebardes, le ton était même extrêmement conciliant. Bien sûr, c'est plus facile de jouer aux malins avec nos voisins européens qu'avec la première puissance mondiale. On relèvera toutefois qu'avec cette mentalité, Guillaume Tell aurait salué le chapeau du bailli Gessler au lieu de se servir de son arbalète. Les événements récents le prouvent : une Suisse isolée est une Suisse faible ! Il faut avoir des « cartes en main » pour défendre sa souveraineté. La collaboration avec l'Europe en est une et elle est plus importante que jamais.

Cependant, il n'y a pas que les enjeux stratégiques et économiques.

Pour la première fois, notre pays compte davantage de personnes de plus de 65 ans que de jeunes de moins de 20 ans. Ainsi, réduire encore le nombre d'actifs en fermant les frontières signifierait diminuer le nombre de cotisants qui financent nos assurances sociales. Dans ces conditions, le maintien de l'AVS nécessiterait une hausse des cotisations et/ou des impôts, ainsi que le relèvement de l'âge de la retraite.

Les secteurs de la santé dépendent fortement de l'étranger pour trouver suffisamment de personnel qualifié. Ces médecins, infirmiers, aides-soignants ou chercheurs permettent chaque jour de faire fonctionner des institutions médicales déjà sous pression. Sans eux, impossible de se faire soigner.

En matière de sécurité aussi, cette initiative comporte des risques majeurs. En attaquant les accords Schengen/Dublin, elle priverait la Suisse de la coopération policière internationale et compliquerait la lutte contre la criminalité organisée et l'immigration clandestine. Le Brexit offre un bon exemple des conséquences. Sans la collaboration européenne, l'immigration clandestine a explosé. Cela serait sans doute pire chez nous, car contrairement à ce que certains imaginent, notre pays n'est pas une île.

**Aimer la Suisse, ce n'est pas lui promettre le repli, mais lui donner les moyens de rester forte et souveraine. Notre pays dispose d'institutions solides, d'une économie performante, d'une démocratie stable et des ressources nécessaires pour relever les défis de demain. Son avenir ne se construira pas dans l'isolement, mais dans sa capacité à s'adapter à l'évolution du monde pour rester maître de son destin.**

# Les femmes paieront le prix du repli et du chaos

**L'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » oriente souvent le débat autour de données chiffrées : statistiques, projections démographiques ou taux d'immigration. Il est pourtant essentiel de réfléchir aux changements sociétaux que pourrait produire un tel projet. Au-delà des chiffres, c'est un équilibre fragile qui pourrait être remis en question : celui qui nous permet aujourd'hui de prendre soin de nos proches, de préserver certaines solidarités, et plus largement de maintenir notre qualité de vie. En tant que professionnelle de la santé et en tant que femme, je suis convaincue que nous serions parmi les premières à subir les conséquences de ces changements, et avec nous, nos familles.**



**Laetitia Ammon**  
**Co-Présidente du**  
**Groupe Femmes**

Concrètement, la Suisse manque de personnel dans des secteurs essentiels : les soins, les EMS, les hôpitaux, les crèches, l'accompagnement des personnes âgées, l'hôtellerie ou encore le commerce. Dans tous ces domaines, les femmes sont particulièrement présentes : elles y travaillent, y construisent leur carrière ; et leurs activités conditionnent leurs propres équilibres familiaux et sociaux, et plus largement la vie citoyenne.

Aujourd'hui, nombre de ces métiers sont déjà sous pression et reposent en grande partie sur la contribution de travailleuses et de travailleurs venant de l'étranger. Cette réalité sociale permet de maintenir un équilibre des ressources humaines déjà extrêmement fragile. En effet, dans plusieurs de ces secteurs, les difficultés de recrutement sont bien présentes alors que les besoins sont parfois en augmentation, c'est notamment le cas du personnel de santé qui s'épuise progressivement face à une charge de travail toujours plus importante. Imaginer que l'on pourrait réduire fortement cette main-d'œuvre sans conséquences relève tout simplement d'une vision irréaliste et irresponsable.

Force est de constater que les besoins ne disparaîtront pas. Nos parents continueront de vieillir, nos enfants auront toujours besoin d'être gardés, et les patient-e-s devront toujours être soigné-e-s. Lorsque les structures publiques ou les services manquent de personnel, cette responsabilité se reporte inévitablement sur les familles. Et dans les faits, ce sont encore très souvent les femmes qui en assument la plus grande part.

Bien que l'on observe une évolution progressive de l'implication des hommes et des femmes dans la sphère familiale, la responsabilité du « care » continue de reposer, dans une large mesure, sur les femmes. Ce sont elles qui réduisent leur taux d'activité pour s'occuper d'un parent âgé ou pour pallier le manque de solutions de garde des enfants. Les femmes absorbent ainsi une partie invisible, mais immense, de la responsabilité de soin et de protection dans notre société. Derrière cette initiative se cache donc un risque très concret : celui d'alourdir encore davantage une charge qui repose d'ores et déjà de manière disproportionnée sur les épaules des femmes. Nous assisterions alors à une re-traditionalisation des modèles familiaux, marquant un retour en arrière, dans une société qui avance, certes lentement, mais progressivement vers davantage d'égalité.

La question reste également préoccupante lorsqu'on aborde la problématique du financement de l'AVS. Si les Suissesses ont accepté le relèvement de l'âge de référence de la retraite à 65 ans dans le cadre de la réforme AVS 21, elles demeurent fortement exposées aux inégalités économiques en lien avec la prévoyance professionnelle. Cette réforme avait été acceptée au nom d'un sens de la responsabilité et de la solidarité

collective, même si elle a parfois été vécue difficilement par de nombreuses femmes, dont les parcours professionnels restent marqués par le temps partiel et les interruptions de carrière.

Un projet qui affaiblirait notre économie et réduirait le nombre de personnes actives cotisant à l'AVS risque de fragiliser encore davantage le financement de notre système social. C'est là toute la contradiction de cette initiative : sous prétexte de protéger la Suisse, elle pourrait en réalité affaiblir les fondements mêmes qui permettent de financer nos retraites, nos services publics et nos acquis sociaux.

Que se passera-t-il demain si les finances de l'AVS se détériorent encore davantage ? À qui demandera-t-on, une nouvelle fois, de fournir des efforts ? Qui entendra encore qu'il faudrait « travailler plus longtemps » pour préserver le système ? Beaucoup de femmes ont déjà le sentiment d'avoir contribué à cette stabilisation avec la réforme AVS 21. Créer aujourd'hui des conditions économiques et démographiques susceptibles de fragiliser davantage le financement de l'AVS, et qui pourraient demain servir à justifier une nouvelle hausse de l'âge de la retraite, constituerait une profonde erreur.

L'isolement ne protège pas. Il affaiblit notre pays. Et ce sont souvent les femmes qui paient en premier le prix de sociétés qui fonctionnent moins bien, de services publics qui se dégradent et de tensions sociales qui s'accroissent. La Suisse mérite mieux qu'une politique de repli. Nous avons besoin d'un projet capable de répondre aux défis de demain sans opposer les générations, sans fragiliser les familles et sans faire peser sur les femmes une charge toujours plus lourde.



# « Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort »

Est-ce que les jeunes ont vraiment intérêt à voter oui à l'initiative « pas de Suisse à 10 millions » ? Franchement, je comprends pourquoi certains peuvent être tentés. Quand on cherche un appartement et qu'on tombe sur cinquante dossiers pour une visite de studio, quand on voit les trains bondés tous les matins ou qu'on se retrouve confronté à la concurrence étrangère sur le marché du travail, la question de la croissance du pays paraît concrète.



**Carmen Dolado**  
Vice-présidente des  
Jeunes du Centre Suisse

Mais justement, parce qu'on les vit ces réalités, je trouve dangereux de faire croire qu'il suffirait de fermer un peu plus la Suisse pour régler le problème.

**J'ai l'impression que, dans ce débat, on oublie complètement à quoi ressemble réellement la vie des jeunes aujourd'hui.**

Notre génération a grandi dans un pays ouvert dans lequel travailler pour une entreprise internationale, étudier à l'étranger quelques mois, parler plusieurs langues ou faire un stage hors de Suisse, ce n'est pas exceptionnel. On nous encourage depuis l'école à être mobiles, à nous former, à acquérir de l'expérience. C'est ce qui fait la force de la Suisse.

Les entreprises qui recrutent, les start-up, la recherche, les ONG, le tourisme, la finance, les organisations internationales, même une partie des PME : tout ça fonctionne parce que la Suisse est connectée au reste de l'Europe. On peut raconter ce qu'on veut sur « reprendre le contrôle », mais si les relations avec nos voisins se

dégradent, ce ne sont pas les grandes fortunes qui auront le plus de soucis. Ce seront les jeunes qui cherchent une première expérience, un apprentissage, un premier contrat ou tout simplement se projeter dans un avenir professionnel.

Quand l'économie ralentit, ce sont rarement les cadres installés depuis vingt ans qui trinquent, ce sont les jeunes qu'on n'engage pas. Ceux à qui on demande déjà trois ans d'expérience pour un poste junior et qui enchaînent les stages ou les petits contrats parce que le marché devient plus tendu. Plus un pays se ferme et se met sous cloche, plus les opportunités se réduisent pour ceux qui débutent leur carrière.

Et puis il y a quelque chose d'un peu hypocrite dans ce débat. Évidemment, personne ne nie qu'il y ait des problèmes en Suisse. Trouver un logement devient un cauchemar dans certaines villes, les primes d'assurance explosent, et les transports sont saturés aux heures de pointe. Mais restons sérieux, est-ce que quelqu'un pense vraiment que le problème principal, c'est juste « trop de monde » ?

Si on manque de logements abordables, c'est aussi parce qu'on n'en construit pas assez et que les procédures et les recours prennent des années. Fermer la porte ne remplacera jamais un vrai effort au service des familles et des classes moyennes, les grandes catégories oubliées de la politique du logement.

**Je pense qu'il faut arrêter de vendre aux jeunes des réponses simples à des problèmes compliqués. Oui, la croissance doit être maîtrisée et la Suisse doit pouvoir organiser son développement intelligemment. Mais il y a une différence entre gérer la croissance et donner l'impression qu'on pourrait préserver notre niveau de vie en se repliant sur nous-mêmes.**

Parce qu'au fond, notre génération sait très bien dans quel monde elle vit. On sait que les emplois, les études, l'innovation et même une partie de notre prospérité dépendent des échanges avec l'extérieur. On sait aussi que la Suisse vieillit et qu'elle aura besoin de travailleurs dans énormément de secteurs.

**Je crains qu'une Suisse qui se replie serait surtout un pays plus polarisé, plus tendu socialement et économiquement, offrant moins d'opportunités et de perspectives pour les jeunes. Ce n'est pas vraiment le futur dont on rêve à 20 ans. C'est pour cela que je veux croire aux atouts de notre pays, en sa capacité à trouver des solutions concrètes sans se saborder et se replier. C'est pourquoi il faut voter NON à l'initiative « pas de Suisse à 10 millions ».**



## Interview d'Anne Kleiner Conseillère administrative d'Onex

# « Ne cédon pas à l'illusion d'une commune figée »



### Tu achèves ton année en tant que Maire d'Onex. Quel bilan tires-tu après une brillante réélection et la constitution d'un groupe du Centre au Conseil municipal ?

Cette réélection en tête a renforcé la légitimité de mes propositions auprès de la population. Je peux désormais compter sur un groupe de cinq élues et élus très engagés, qui portent avec moi les préoccupations concrètes des Onésiens et Onésiennes tout en travaillant à des solutions d'avenir pour notre commune. Notre principal défi demeure la faible capacité financière d'Onex et l'absence d'entreprises générant de la recette fiscale.

Au-delà de la vision politique, cette année de Mairie a été marquée par des actions très concrètes : désignation du projet lauréat pour la Maison des entreprises, lancement de la rénovation de l'école du Bosson, préparation du projet de la nouvelle école des Moraines du Rhône et de la future salle des Spectacles Onésiens en vue du dépôt du permis de construire, sans oublier les célébrations du 175<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance d'Onex, qui contribuent à redynamiser la vie associative.

### Quels sont tes principaux projets dans cette législature ?

Parmi mes principaux objectifs, je souhaite faire évoluer Onex vers un meilleur équilibre entre emplois et habitants. Trop longtemps en marge du développement économique genevois, la commune doit devenir un territoire d'accueil

pour les activités économiques. Cela passe par la création d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat, notamment avec la Maison des entreprises, ainsi que par l'organisation d'événements réunissant experts et acteurs économiques autour de thématiques porteuses telles que le BIM Forum et les Rencontres de la Silver économie.

Je considère également la culture comme un levier d'émancipation, de cohésion sociale et de participation citoyenne. Mon ambition est de poursuivre son développement comme outil de renforcement du pouvoir d'agir, accessible à toutes et tous, notamment grâce à la nouvelle salle des Spectacles Onésiens et à ses aménagements annexes.

### Tu évoques le projet de la Maison des entreprises afin de vitaliser la promotion économique d'Onex. Peux-tu nous en dire plus ?

La Maison des entreprises est un projet emblématique pour l'avenir économique d'Onex. Notre commune souffre d'un manque chronique de places de travail et de nombreuses petites entreprises ou personnes indépendantes peinent à trouver des locaux adaptés. Ce projet répond concrètement à ce besoin avec des bureaux modulables, des espaces de travail partagé et des salles de réunion accessibles.

Au-delà des infrastructures, l'objectif est de créer un véritable écosystème favorisant l'entrepreneuriat, l'innovation et les synergies entre professionnels. Le projet lauréat du concours d'architecture intègre également la

rénovation de l'Astronex, aussi appelée la verrue onésienne, ainsi qu'une salle d'étude destinée aux étudiantes et étudiants onésiens. La Maison des entreprises est avant tout un symbole qui marque un changement de cap. À travers ce projet, Onex affirme clairement qu'elle veut soutenir l'entrepreneuriat, accueillir davantage d'activités économiques et créer des opportunités d'emploi sur son territoire. C'est à la fois un lieu de travail et un étendard de cette nouvelle ambition.

### Quel est ton sentiment sur l'initiative « pas de Suisse à 10 millions » et son impact sur notre pays, en tant que magistrat communal ?

Cette initiative met en lumière des préoccupations légitimes. La croissance démographique exerce une pression croissante sur les infrastructures, le logement et certains services publics, et ces défis appellent des réponses politiques concrètes. Toutefois, la solution proposée par l'initiative apparaît excessivement rigide et pourrait engendrer des conséquences économiques plus lourdes encore que les problèmes qu'elle entend résoudre. Je pense qu'en limitant fortement l'immigration, la Suisse risque de perdre en attractivité pour les entreprises, de freiner sa capacité d'innovation et de voir ses recettes fiscales diminuer. Dans un contexte marqué par le vieillissement de la population, l'immigration joue également un rôle important dans le financement des assurances sociales et dans la compensation des pénuries de personnel qualifié.

Si la pression démographique doit être prise au sérieux et faire l'objet de mesures rapides et ciblées, les défis qu'elle pose sont relativement bien identifiés et peuvent être traités par des investissements et une meilleure planification. À l'inverse, les conséquences d'un ralentissement démographique et économique durable pourraient s'avérer bien plus difficiles à corriger.

### Comment la commune peut aussi répondre aux préoccupations légitimes de la population qui s'expriment au travers de cette initiative ?

La zone villa occupe un tiers du territoire onésien alors que la commune se situe à vingt minutes du centre-ville. Cela crée un contexte de pression foncière auquel nous devons porter une attention particulière du point de vue de l'aménagement afin d'éviter l'étalement urbain et d'encourager une densification permettant d'accueillir à la fois des activités et de nouveaux logements. Cette évolution doit s'accompagner d'un développement coordonné et planifié des équipements publics, dans le cadre d'une gestion financière responsable. La mobilité et l'usage de la voirie sont aussi des enjeux d'autant plus cruciaux que l'espace disponible se raréfie. Plutôt que de céder à l'illusion d'une commune figée dans le modèle existant, nous devons renforcer le dialogue avec la population afin de mieux partager les objectifs et rendre la densification acceptable et cohérente.

# 10 millions :

## le piège d'une Suisse sous cloche !



**Vincent Maitre**  
Conseiller national  
du Centre Genève

**Si l'on écoute l'UDC, la Suisse serait au bord de l'asphyxie. Trop de monde, trop de trafic, trop de logements manquants, trop de pression sur les infrastructures. La solution ? Graver dans la Constitution un nombre magique : 10 millions d'habitants, pas un de plus.**

Un slogan séduisant, mais sans aucun effet concret. Une formule simple, percutante, mais purement électorale. Derrière le slogan, il y a surtout une vision faussée de notre pays : celle qu'il existerait une Suisse idéale qu'il suffirait de mettre « sous cloche » pour préserver notre qualité de vie. Une Suisse de carte postale, figée dans le temps, où tout reste immuable et les problèmes disparaissent en fermant les frontières.

Cette Suisse-là n'a jamais existé ! Au contraire, notre pays s'est toujours construit grâce à l'ouverture, aux échanges, à l'innovation et au travail.

La prospérité suisse ne tombe pas du ciel : elle repose sur des entreprises exportatrices, des hautes écoles et universités stimulées par la compétition internationale, des hôpitaux performants, et des PME qui trouvent une main-d'œuvre qualifiée. Cela, nous le devons notamment aux accords bilatéraux avec l'Union européenne. D'ailleurs, l'écrasante majorité (86 % !) des étrangers en Suisse travaille. Ils ne profitent pas de l'aide sociale.

Or, c'est précisément là que cette initiative devient profondément irresponsable. Le plafond de 10 millions d'habitants imposerait, en effet, de résilier l'ensemble des accords bilatéraux. C'est le texte de l'initiative qui le dit. En d'autres termes, elle met en péril l'accès de la Suisse à ses principaux clients, que sont les pays européens. Le risque est immense ! Plus de bureaucratie administrative pour engager du personnel ; plus de paperasserie et d'entraves pour les entreprises pour vendre leurs produits ; des freins importants pour recruter dans la santé, la recherche, l'agriculture ou la construction. À la fin, ce sont nos emplois, notre prospérité et notre pouvoir d'achat qui paieront la facture.

Le paradoxe est encore plus frappant lorsqu'on examine la question des retraites. Notre population vieillit : le nombre de retraités augmente rapidement, tandis que celui des actifs diminue. Dès aujourd'hui, de nombreux secteurs souffrent déjà de pénuries de personnel. Réduire drastiquement l'immigration de travail signifierait diminuer le nombre de cotisants qui financent l'AVS. Or, les projections sont alarmantes : d'ici 2035, 1 million de personnes prendront leur retraite. Notre pays manquera de près de 460 000 travailleurs ; d'ici 2050, un seul actif cotisera pour deux retraités. Pour mémoire, en 1948 (création de l'AVS), on comptait 6,3 actifs pour un retraité (et seulement 3,2 actifs pour 1 retraité en 2020). Les conséquences sont inévitables : soit il faudra augmenter les cotisations AVS et la TVA, soit repousser l'âge de la retraite. Derrière le slogan simpliste des « 10 millions », se cache donc une réalité bien moins attrayante : cotiser plus et travailler plus longtemps, jusqu'à 67, voire 70 ans.

**L'UDC prétend défendre la souveraineté suisse. Pourtant, une Suisse isolée n'est pas une Suisse plus forte : c'est une Suisse plus vulnérable, plus dépendante des rapports de force internationaux et moins capable de défendre ses intérêts.**

La preuve ? Lorsque les États-Unis augmentent leurs tarifs douaniers à l'encontre de la Suisse, ou que l'UE taxe l'acier, seuls les pays membres de l'EEE (comme l'Islande ou la Norvège) en sont épargnés... pas la Suisse, qui n'en fait pas partie et paie encore le refus de 1992.

La Suisse a les moyens de préserver sa qualité de vie sans céder à la politique de la peur. Nous disposons d'institutions solides, d'infrastructures performantes et d'une politique d'aménagement du territoire très stricte (seulement 7,9 % du territoire est urbanisé). Nous pouvons développer les transports publics, protéger notre environnement et maintenir une économie forte, sans pour autant plonger notre économie et notre système de santé dans le chaos.

Mais pour cela, il faut regarder la réalité en face, ne pas vendre une nostalgie imaginaire. Une Suisse prospère n'est pas une Suisse repliée sur elle-même. C'est une Suisse ouverte, confiante et capable d'affronter l'avenir avec pragmatisme.

# NON

**au chaos de l'UDC**

# Mêmes effets que le Brexit : une comparaison farfelue, vraiment ?

**Les adversaires de l'initiative UDC voient en ce texte une « Initiative du chaos ». Que n'entend-t-on pas dès lors sur ce slogan du côté des initiants ? « Le chaos est déjà là, sous la pression de l'UE ! », « C'est de la désinformation ! » et autres cris d'orfraies niant les conséquences évidentes de l'application de ce texte nuisible pour notre pays. Le chaos que provoquerait l'acceptation de l'initiative en Suisse est souvent comparé, dans cette campagne, à ce que le Brexit a malheureusement provoqué au Royaume-Uni. Alors, une comparaison déplacée, voire farfelue ? Le parallèle est au contraire très pertinent !**



**Fabien Crelier**  
Membre de la présidence

## Le déclin économique de la Grande-Bretagne

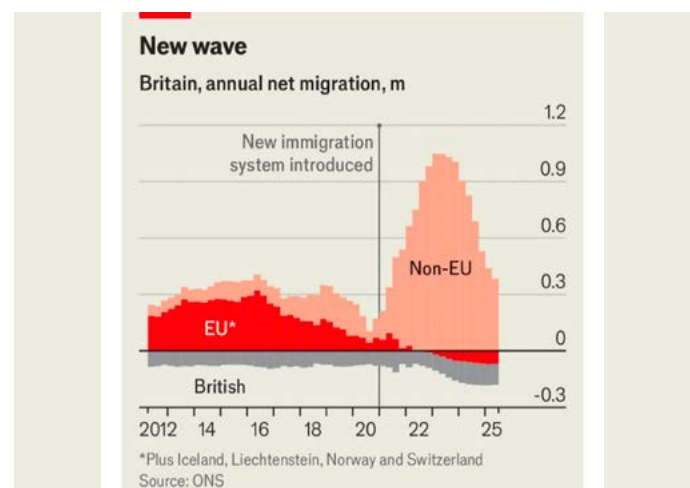
Une étude de l'Université de Stanford publiée en novembre 2025 montre de manière éloquentes les impacts négatifs de la décision prise par le peuple britannique en 2016. En dix ans, le PIB du pays s'est réduit de 6 à 8%, la productivité de l'économie britannique a perdu 3 à 4 points, alors que le chômage a crû de 3 à 4% également dans le même temps. Quant aux investissements, ils ont baissé de 12 à 18% entre 2016 et 2025.

Les difficultés sont telles que certaines personnalités influentes de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords en appellent à un retour de leur pays dans le berceau européen. Wes Streeting, issu de l'aile droite du Labour, qui vient de remettre son portefeuille de Secrétaire d'État à la Santé et qui ambitionne de remplacer le Premier Ministre Keir Starmer, qualifie le Brexit d'« erreur catastrophique ».

## L'explosion de l'immigration

L'évolution de l'immigration en Grande-Bretagne a pris ces dernières années une tournure que les autorités n'attendaient pas : explosion de l'immigration de main d'œuvre non déclarée, surcroît d'emplois temporaires précaires, surcharge administrative pour contrôler cette nouvelle donne.

La décision de se couper de la libre circulation avec l'UE n'a pas stoppé les flux migratoires, au contraire, elle les a nourris et elle a surtout provoqué un changement de nature de cette immigration : l'afflux de représentants extra-européens, sans permis de travail pour la plupart, a augmenté de manière exponentielle (voir l'infographie de la revue *The Economist* ci-dessous.)



(The Economic Impact of Brexit, <https://siepr.stanford.edu/publications/working-paper/economic-impact-brexit>)

## Pourquoi la Suisse court-elle aussi de tels risques ?

Les risques courus par la Suisse en acceptant l'initiative de l'UDC sont tout à fait comparables. Rappelons le texte de l'initiative qui stipule : « Si la population résidente permanente de la Suisse dépasse la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1 [...] l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes [...] doit lui aussi être dénoncé dès que possible. » (Disposition transitoire ajoutée au nouvel article 73a de la Constitution)

La sortie de la libre circulation des personnes avec l'UE est un risque énorme pour la prospérité du pays. Elle aurait potentiellement un impact similaire à celui qu'elle a eu au Royaume-Uni, car il s'agit d'un des piliers de nos accords bilatéraux avec l'UE, comme cela l'était pour les Britanniques lorsqu'ils étaient membres de plein droit de l'Union. Les entraves qui ont été rétablies ont fait fuir les travailleurs de la Communauté européenne et le dumping salarial a repris l'ascenseur. La Suisse, quant à elle, d'entente avec Bruxelles, a instauré des mesures d'accompagnement évitant ce dumping. Sortir de l'accord serait désastreux pour les salaires !

## Retourner à l'époque des saisonniers ?

Un autre risque se profile si le texte de l'UDC est appliqué : la fin du regroupement familial des Européens travaillant en Suisse. Quelle régression en termes de droits humains ! Voulons-nous vraiment revenir cinquante ans en arrière ? Les chercheurs et les jeunes peuvent craindre également une fragilisation des programmes européens de recherche et d'échanges comme Erasmus+ et Horizon Europe en cas d'acceptation de l'initiative. Le système alternatif Turing (Turing Scheme) mis en œuvre par la Grande-Bretagne dès 2021 pour se substituer à Erasmus+ (dont elle avait été écartée suite au Brexit) a été un échec. Londres a dû entrer dans de nouvelles négociations difficiles avec Bruxelles pour assurer un programme d'échanges digne de ce nom à ses étudiants.

**Alors, est-ce farfelu de parler  
d'un « chaos à la Brexit » ?  
Pas le moins du monde :  
les mêmes causes produisent  
les mêmes effets !**





# Initiative pour la «durabilité», pas pour nos universités !

En tant qu'étudiant, je suis assez surpris par la peu de place qu'a prise le sujet des universités suisses dans le débat sur la Suisse à 10 millions, alors même que ce secteur comptera parmi les plus impactés en cas d'acceptation de l'initiative.



Edouard Robin  
Vice-président des Jeunes  
du Centre Genève

Tout d'abord, notre sortie programmée des accords bilatéraux I et II compromet gravement notre participation aux programmes européens de recherche que sont Horizon Europe et Euratom. Ils permettent à nos universités de prendre part, et parfois de diriger, des programmes de recherche transnationaux, nous offrant des financements importants mais également l'accès à des chercheurs étrangers qui viennent faire avancer la recherche et enseigner en Suisse. Ces apports sont des atouts non négligeables pour la renommée de nos universités, qui font notre fierté, mais également pour nos entreprises et PME qui peuvent ainsi profiter pleinement des innovations produites dans nos institutions et participer à la compétitivité de notre tissu entrepreneurial. Nous avons déjà eu un aperçu en 2020 des conséquences d'une mise à l'écart du programme Horizon qui, tout en nous privant de financements importants, nous a isolés sur la scène scientifique internationale.

Mais l'initiative mettrait également à mal la mobilité étudiante, en menaçant la libre circulation des personnes nécessaire pour permettre à nos étudiants de se déplacer, mais également en remettant en question notre réintégration à Erasmus+. Cette situation pénaliserait évidemment les Suisses en limitant grandement leurs possibilités de déplacement

en Europe, tout en ayant un effet clairement discriminatoire : d'un côté les élèves binationaux européens qui pourront se déplacer plus librement, de l'autre les étudiants qui n'ont que la nationalité suisse ou extra-communautaire. Elle nous privera également d'un grand nombre de talents étrangers qui n'auront plus ou plus difficilement la possibilité de venir étudier en Suisse, et qui contribuent actuellement au rayonnement de nos institutions mais aussi innovent sur notre territoire, participant ainsi à sa prospérité et à sa compétitivité.

Ces exclusions des programmes Erasmus+ et Horizon Europe doivent également nous rappeler que l'acceptation de cette initiative fait peser sur ces domaines un risque considérable, et ceci même avant de passer la barre des 10 millions d'habitants, car ils dépendent à la fois du cadre institutionnel et des bonnes relations avec nos voisins, comme l'a prouvé notre suspension d'Horizon en 2021 !

**C'est pourquoi, pour défendre notre attractivité et nos universités, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser passer cette initiative. Mobilisons-nous et votons NON le 14 juin !**

# Deux dimanches avant les Fêtes

Le 14 juin prochain, les Genevois auront l'occasion de se prononcer sur une modification raisonnable et équilibrée de la loi sur les heures d'ouverture des magasins (LHOM). Derrière les caricatures des opposants, la réalité est assez simple puisqu'il s'agit d'autoriser l'ouverture des commerces deux dimanches supplémentaires par année, à la période des fêtes, avec un salaire doublé et des protections renforcées pour les employés. Deux dimanches et pas davantage. Deux occasions concrètes pour nos commerçants de réaliser des ventes décisives, de préserver des emplois et de continuer à faire vivre nos quartiers.



Patricia Bidaux  
Députée du Centre  
au Grand Conseil

Depuis plusieurs années, les commerçants genevois traversent une période particulièrement difficile. La concurrence du commerce en ligne explose, les centres commerciaux français captent une partie importante de la clientèle genevoise et les habitudes de consommation évoluent rapidement. Dans ce contexte, nos commerces de proximité, nos boutiques, nos enseignes familiales et même de nombreux commerces plus importants doivent se battre chaque jour pour continuer à exister. Beaucoup d'entre eux ne demandent pas des privilèges ni une dérégulation totale, mais simplement un peu d'oxygène et davantage de souplesse durant l'une des périodes les plus importantes de l'année.

Car la fin d'année représente souvent une part essentielle du chiffre d'affaires annuel des commerces. Permettre deux ouvertures dominicales supplémentaires durant cette période, c'est donner une chance supplémentaire aux commerçants genevois de capter une clientèle qui, sinon, ira consommer ailleurs. Nous le savons bien, de très nombreux Genevois font leurs achats en ligne ou passent la frontière le week-end. Refuser cette réforme ne fera que renforcer cette tendance tout en continuant d'affaiblir le commerce local au profit des grandes plateformes internationales et des centres commerciaux étrangers.

Certains tentent de présenter cette votation comme une attaque contre les travailleurs. C'est faux. Le projet prévoit au contraire des garanties claires : le travail dominical devra reposer sur une base volontaire et les employés bénéficieront d'une compensation majorée. Nous sommes donc très loin d'une libéralisation sauvage et personne ne propose une remise en cause du repos dominical. Cette modification est une mesure encadrée qui relève davantage du bon sens que des postures idéologiques. D'ailleurs, la majorité des cantons suisses disposent déjà de règles plus souples que Genève, sans que cela n'ait détruit les conditions de travail.

Voulons-nous aider nos commerçants à affronter la concurrence ou préférons-nous continuer à les laisser lutter avec des règles plus contraignantes que celles de leurs concurrents ? Un centre-ville qui ferme toujours plus tôt, des vitrines vides qui se multiplient et des rues qui perdent leur animation ne constituent pas un projet d'avenir. Derrière chaque boutique qui ferme, il y a des emplois, des parcours de vie, des indépendants qui ont investi toutes leurs économies dans leur activité, des apprentis qui cherchent une place de formation et des quartiers qui perdent leur animation.

**Voter OUI à l'ouverture de deux dimanches par an, c'est reconnaître que nos modes de consommation changent et que Genève ne peut pas rester figée alors que ses voisins et la concurrence évoluent. Il nous faut donner à nos commerçants les moyens de rester compétitifs.**

## Société

# Thérapie de conversion, plus jamais ça !

**Le 27 mai, le Conseil d'État genevois a transmis au Grand Conseil un projet d'amendement général au projet de loi (PL 13327) visant à interdire les pratiques de « thérapie de conversion », c'est-à-dire les méthodes cherchant à modifier ou à réprimer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.**



**Roger Gaberell**

**Le Centre - Ville de Genève /  
Membre du comité de Dialogai**

Quand il est question d'orientation affective et sexuelle ou d'identité de genre, on est parfois surpris de voir avec quelle passion ce débat est mené. En réalité, les choses n'ont commencé à changer que récemment, voire pas du tout dans certaines régions du monde. Toutes les générations actuelles sont encore influencées par des mentalités que nous devrions laisser derrière nous dans notre société.

Souvent, l'homosexualité, la bisexualité ou la transidentité sont considérées comme un « mauvais choix » ou un comportement immoral. Il s'agirait donc d'un choix conscient que l'on pourrait modifier avec de la bonne volonté – un peu comme c'était le cas, il n'y a pas si longtemps, pour le fait d'être gaucher. D'ailleurs, au XIXe siècle, le terme « gaucher » pouvait également désigner un homosexuel.

Quand j'étais jeune, on pouvait effectivement encore devenir homosexuel ou bisexuel par la séduction. En Suisse, l'âge légal de consentement pour les relations sexuelles entre personnes du même sexe était fixé à 20 ans, afin de protéger la jeunesse. Ce n'est qu'en 1992 que l'âge légal de consentement a été généralisé à 16 ans.

Depuis les débuts de la psychologie moderne, certains considéraient l'homosexualité, la bisexualité et la transidentité comme des troubles mentaux. On était donc non seulement considéré comme un pécheur, mais on faisait également partie des quelques 10% de la population mondiale touchés par une maladie mentale ... qui était en quelque sorte contagieuse.

Ce n'est qu'en 1990 que l'homosexualité a été retirée de la classification internationale des maladies mentales de l'OMS. La transidentité n'a été rayée de cette liste qu'en 2022. À cette date, un vaccin contre le Covid avait déjà été mis au point, alors qu'il n'existait toujours pas le moindre remède pour « guérir » les personnes LGBT. Pourtant, les tentatives visant à influencer l'orientation affective et sexuelle ainsi que l'identité et l'expression de genre n'ont pas manqué. Mais comme il s'agit simplement de variations tout à fait normales de la nature humaine, qui se répartissent de manière statistiquement uniforme à travers les époques et les cultures, cela n'a jamais fonctionné ... ni dans un sens ni dans l'autre, d'ailleurs.

Ces soi-disant « thérapies de conversion » sont encore courantes dans certains milieux, en particulier à l'égard des personnes les plus influençables. Les chiffres publiés par l'Union

européenne montrent qu'il ne s'agit en aucun cas d'un phénomène marginal. Selon ces données, environ 24% de la population LGBT aurait déjà été victime de ces pratiques. Chez les personnes transgenres, ce pourcentage atteint même près de la moitié.

Même si, en Suisse, nous avons aujourd'hui laissé derrière nous les lobotomies et les électrochocs, ces « thérapies de conversion » persistent sous la forme de pratiques spirituelles (prières, jeûne, exorcisme), de rééducation sociale et de psychothérapies pseudo-médicales. Les témoignages de personnes ayant subi de tels traitements sont tout simplement bouleversants.

Les conséquences pour les personnes concernées sont souvent dramatiques. Mais cela ne relève pas toujours d'une mauvaise intention. On peut comprendre des parents qui s'inquiètent pour leurs enfants, qui vivent une situation qu'ils n'ont pas eux-mêmes connue. Comme ils ne peuvent pas appréhender cette situation à partir de leur propre expérience, ils ont besoin d'informations scientifiquement fondées et d'un accompagnement, comme le proposent aujourd'hui les professionnel-le-s du conseil familial, de la psychologie et du travail social.

En revanche, les tentatives de « thérapiser » ce qui ne peut pas l'être n'ont pas leur place dans notre société éclairée et libérale. Dix pays européens ont déjà interdit ces pratiques. En Suisse, Genève a failli être pionnière en la matière. Mais alors que le dossier était au point mort et que le débat sur les compétences se poursuit au niveau fédéral, Neuchâtel et Vaud ont franchi le pas et interdit les « thérapies de conversion ».

**Par son amendement général, le Conseil d'État genevois ne propose pas une nouvelle loi. Il s'agit plutôt d'adapter la loi sur l'égalité et la lutte contre les discriminations liées au sexe et au genre (LED-Genre). Le nouveau texte tient également mieux en compte des éventuelles préoccupations des parents. Les deux points jugés problématiques dans la proposition initiale ont ainsi été levés, et plus rien ne s'oppose désormais à ce que nous tournions la page sur ces pratiques d'un autre temps.**



le déménagement en douceur



**BALESTRAFIK**

Certifié **Charte** Qualité  
**AGED**  
2011

17-19 rue Baylon - 1227 Carouge - Tél. 022 308 88 00 - [www.balestrafic.ch](http://www.balestrafic.ch)



Imprimerie  
**multicolor**

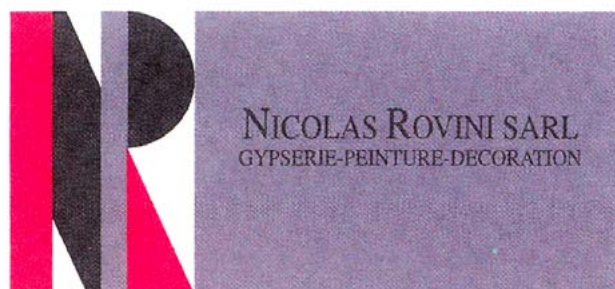
impressions vivantes

via monnet 6 | 1214 Vernier | [www.multicolor.ch](http://www.multicolor.ch)  
022 794 36 71 | 079 407 92 16 | [info@multicolor.ch](mailto:info@multicolor.ch)

**BR** Barthélémy Roch  
Gestion immobilière  
Fiduciaire

**Barthélémy Roch**

F.I. Fides Immo Sarl  
6, chemin du Moulin-de-Vert  
1288 Aire-la-Ville  
Tél. 022 850 00 15  
Fax 022 850 00 15  
[roch.barthelemy@bluewin.ch](mailto:roch.barthelemy@bluewin.ch)



19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Genève  
Tél.: 022 756 11 07 - Fax : 022 756 14 54  
Mobile : 079 423 32 54 - [rovini@bluewin.ch](mailto:rovini@bluewin.ch)

## Soutenez Le Centre!

Vous partagez les idées de notre parti et de nos élus ?

N'hésitez pas à nous soutenir en faisant un don.

Vous contribuerez ainsi à aider Le Centre à porter ses idées et valeurs lors des votations, des campagnes mais aussi tout au long de la prochaine législature.

Nous vous remercions chaleureusement !

